



Ivry-sur-Seine, le 8 février 2018

Objet : Enseignement français à l'étranger.

Madame, Monsieur, la-le député.e des français de l'étranger,

Les personnels du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) sont inquiets.

En matière de réforme du réseau AEFE, les deux premières mesures décidées par l'actuel gouvernement sont une ponction brutale de 33 millions d'euros et un plan d'économie qui se traduit par 500 suppressions de postes programmées sur les trois prochaines années.

Ce n'est pas la conception que l'UNSA Education se fait de la réforme.

Nous avons réclamé avec constance, ces dernières années, une vision d'avenir pour l'AEFE, c'est-à-dire une stratégie claire, des moyens publics à la hauteur de la mission de rayonnement éducatif de ce réseau d'excellence, et un respect des personnels et de leur statut d'emploi.

La stratégie se fait attendre aujourd'hui sauf à considérer que la diffusion d'un climat anxigène, les déclarations malheureuses sur la gestion de l'agence, et les a priori idéologiques, en tiennent lieu.

Une mission prospective sur l'avenir du réseau a été confiée à Mme la députée Samantha Cazebonne. Nous saluons le principe de cette mission si cette dernière s'accompagne d'une vaste consultation des acteurs du réseau éducatif à l'étranger et de leurs représentants. Nous souhaiterions connaître d'ailleurs le devenir de cette mission après l'invalidation de l'élection de Mme la députée.

Les récentes déclarations du chef de l'Etat en Tunisie, qui évoque une réforme "en profondeur" de l'AEFE n'ont pas trouvé à ce stade de traduction concrète. La volonté de soutenir la diffusion de la langue française dans le Monde, marquée à Dakar par un discours sur la francophonie retentissant, s'accompagne d'un affaiblissement de l'AEFE qui participe pourtant pleinement à cette mission francophone alors que plus d'un élève sur deux scolarisé dans le réseau est de nationalité étrangère.

Sauf à tomber dans un "double discours" politiquement daté et intellectuellement coupable, nous formulons le vœu que cette volonté présidentielle trouve une traduction en termes de moyens publics.

La principale difficulté à laquelle est confrontée l'AEFE est son sous financement public qui ne lui permet plus de soutenir son développement qu'il soit en terme d'ouverture d'établissements nouveaux, de budgétisation des projets immobiliers, de soutien à des créations de postes de résidents. Car ce réseau attire, se développe, est marqué par l'excellence à tout point de vue. Les résultats au Bac, le nombre de mentions extraordinaires, qui situent ses performances au niveau des meilleurs établissements parisiens, ne sont obtenus que par l'engagement des

personnels éducatifs au quotidien et sur un recrutement mixte basé sur des professeurs formés en France, aux côtés de professeurs locaux.

Aujourd'hui le sentiment collectif est au découragement. Entre crainte de la mise à mort de l'Agence en tant qu'opérateur public et de la fin brutale du recrutement de résidents, il est difficile de ne pas entendre ce cri de détresse collectif qui ne peut, à terme, qu'altérer la qualité des enseignements donnés.

Aujourd'hui, ce sont des partenaires privés qui financent très majoritairement ce réseau, la stratégie immobilière se heurtera à un mur au-delà des trois prochaines années, la carte des emplois du réseau connaît un rétrécissement selon une conception strictement comptable sans priorités géographiques intelligibles. La logique de la privatisation doit trouver un terme. Nous ne pensons pas qu'il existe des gisements de sponsoring inexploités alors que depuis plusieurs années déjà, la "diplomatie économique" a misé justement sur la recherche de ces ressources. Même avec la meilleure volonté du monde, ambassadeurs, COCAC, chefs d'établissements, responsables d'entreprises, ne trouveront pas le complément de financement privé pour compenser les 20 à 30 millions d'euros qui manquent pour financer le développement d'un réseau en expansion.

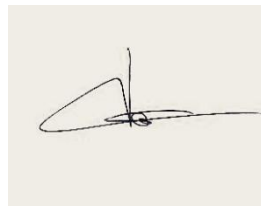
Notre analyse est que le Ministère ne se donne donc plus les moyens de financer convenablement un opérateur qui répond pourtant à la nécessité d'une diplomatie française globale, universelle dans sa couverture géographique, bâtie sur une solidarité vers les zones les plus fragiles.

Nous nous tenons à votre disposition pour engager une discussion responsable mais exigeante sur l'avenir de ce réseau.

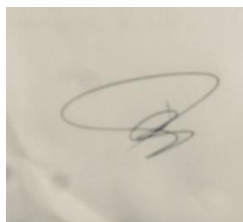
Avec l'expression de nos salutations les meilleures.



Patrice Menoud
Secrétaire Général section « Hors de France » SE-Unsa



Serge Faure
Responsable secteur « Hors de France » SNPDEN-Unsa



Boris Faure
Secrétaire National secteur « Hors de France » A&I-Unsa



Pierre Château
Chargé de mission « Hors de France » UNSA Éducation

